



**Instruments
internationaux relatifs
aux droits de l'homme**

Distr.
GENERALE

HRI/CORE/1/Add.48
8 novembre 1994

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

DOCUMENT DE BASE CONSTITUANT LA PREMIERE PARTIE
DES RAPPORTS DES ETATS PARTIES

SRI LANKA

[29 juillet 1994]

I. TERRITOIRE ET POPULATION

1. Sri Lanka est un pays multiracial et multiconfessionnel dans lequel les habitants de toute race et de toute religion vivent dans la paix et l'harmonie mutuelles depuis des siècles. Le recueil de statistiques publié par le Département du recensement et des statistiques pour l'année 1992 chiffrait la population totale de l'île à 17,6 millions d'habitants. La composition de la population, selon la race et la religion, est la suivante:

<u>Race</u>	<u>Pourcentage</u>
Cinghalais	74
Tamouls sri-lankais	13
Tamouls indiens	6
Maures sri-lankais	7
Malais, Burghers et divers	(négligeable)
<u>Religion</u>	
Bouddhistes	69,3
Hindous	15,5
Musulmans	7,5
Chrétiens	7,6
Divers	0,1

Ces différents groupes sont arrivés à Sri Lanka à différentes périodes de son histoire et ont contribué à former une seule nation.

2. Les Cinghalais sont les descendants d'immigrants venus d'Inde du Nord, qui ont colonisé l'île vers l'an 500 avant J.-C. Le bouddhisme, religion de la majorité des Cinghalais, est venu d'Inde au IIIe siècle avant J.-C. Les Cinghalais parlent le cinghalais.

3. La minorité ethnique la plus importante du pays est celle des Tamouls, immigrants venus d'Inde du Sud qui pratiquent l'hindouisme et parlent le tamoul. Eux aussi sont arrivés il y a très longtemps. Ils sont établis essentiellement dans la partie nord de Sri Lanka. La population tamoule a augmenté, dans des proportions importantes, avec l'arrivée, aux XIXe et XXe siècles, de Tamouls indiens que l'on avait fait venir pour travailler d'abord dans les plantations de café, puis dans les plantations de thé et d'hévéa, dans les hautes terres, du temps de la domination coloniale britannique.

4. Les Maures sri-lankais descendent, d'une part, du petit groupe formé par les colons arabes et les éléments de la population locale qui s'étaient convertis à l'islam et avec lesquels ces colons s'étaient mariés et, d'autre part, des musulmans de même origine qui ont traversé le détroit de Palk pour s'installer dans l'île, aux XIIIe et XVe siècles, à une époque où l'activité commerciale des musulmans dans l'Inde du Sud était intense, et qui ont continué à venir, quoique en très petit nombre, jusqu'à une époque récente.

5. Les Malais, qui constituent un élément distinct de la communauté musulmane, sont les descendants des soldats et des exilés politiques venus de Java, de Sumatra et de Malacca pendant la deuxième moitié du XVII^e siècle, à une époque où Sri Lanka se trouvait sous la domination hollandaise.
6. Les Maures et les Malais sont de confession musulmane.
7. Les Burghers sont les descendants de colons européens dont beaucoup se sont mariés avec les membres d'autres groupes ethniques. Ils parlent généralement l'anglais.
8. Sri Lanka est donc, de longue date, une société multiethnique (notion qui met l'accent sur l'harmonie et sur la volonté de vivre et de laisser vivre), plutôt qu'une société pluraliste (caractérisée par des tensions entre groupes ethniques ou autres groupes distincts).

Indicateurs socio-économiques

9. Selon les dernières estimations provisoires disponibles du Conservateur des actes de l'état civil, la population de Sri Lanka s'établissait, au milieu de l'année 1992, à 17,6 millions d'habitants, soit une augmentation d'environ 600 000 habitants par rapport à 1991, date à laquelle la population était estimée à 17 millions d'habitants.

10. La répartition de la population, par groupe d'âges, est la suivante :

<u>Groupe d'âges</u>	<u>Population masculine</u>	<u>Population féminine</u>	<u>Population totale</u>
Tous groupes d'âges	8 762 000	8 455 000	17 247 000
de 0 à 14 ans	3 092 000	2 978 000	6 070 000
de 15 à 19 ans	944 000	918 000	1 862 000
de 20 à 24 ans	890 000	884 000	1 774 000
de 25 à 34 ans	1 403 000	1 386 000	2 789 000
de 35 à 44 ans	908 000	877 000	1 785 000
de 45 à 54 ans	690 000	645 000	1 335 000
de 55 à 59 ans	258 000	233 000	491 000
de 60 à 64 ans	213 000	183 000	396 000
de 65 à 69 ans	155 000	138 000	293 000
70 ans et plus	239 000	213 000	452 000

11. Grâce à l'existence d'un service de santé publique gratuit, largement utilisé, l'espérance de vie des Sri-Lankais est passée de 42,8 ans en 1946 à 71 ans en 1989.

12. Le taux de mortalité infantile est d'environ 19,3 pour 1 000 naissances vivantes et le taux de mortalité maternelle est inférieur à 0,4 pour 1 000 naissances.

13. Le taux de fécondité s'est abaissé de 36,6 % en 1945 à 21,3 % en 1989, phénomène qui s'explique, notamment, par le report à un âge plus tardif du mariage, pour les femmes, et par l'utilisation accrue des méthodes de planification de la famille.

14. L'augmentation de l'espérance de vie et la diminution de la fécondité ont provoqué un vieillissement progressif de la population. Au cours des trois dernières décennies, il apparaît que la proportion des habitants âgés de moins de 15 ans a diminué, tandis que la proportion des habitants âgés de plus de 60 ans a augmenté. Sri Lanka n'en a pas moins une population assez jeune, puisque 35,2 % de ses habitants, estime-t-on, sont âgés de moins de 15 ans :

Moins de 15 ans - 35,194 % de la population totale, dont

population masculine - 50,93 %

population féminine - 49,07 %

Plus de 65 ans - 4,319 % de la population totale, dont

population masculine - 52,8 %

population féminine - 47,2 %

15. Il ressortait du recensement de 1981 que 78,5 % des habitants vivaient en zone rurale et 21,5 % en zone urbaine. Si la densité de la population était élevée dans la région de la capitale, le courant migratoire en direction des villes était relativement faible. Entre le recensement de 1971 et celui de 1981, la proportion de la population classée sous la rubrique "population urbaine" a, en fait, légèrement diminué. La diminution de l'exode vers les villes s'explique par divers facteurs : la mise en valeur de terres nouvelles qu'ont rendu possible le développement de l'irrigation, la multiplication des possibilités d'emploi dans le secteur rural, l'effort récemment accompli en faveur du logement en zone rurale et la mise en place de services comparables à ceux des villes dans les domaines du logement et de l'éducation, même dans les régions éloignées.

16. Sri Lanka attache beaucoup d'importance à l'éducation, et le taux d'alphabétisation y est élevé. Selon une enquête effectuée en 1986/87, 88,6 % des habitants âgés de plus de 5 ans étaient alphabétisés, et le taux d'alphabétisation était de 92,2 % pour la population masculine et de 85,2 % pour la population féminine.

17. Le dynamisme de l'économie sri-lankaise, qui jouit d'un taux de croissance élevé grâce aux politiques de libéralisation et aux réformes structurelles qu'elle a adoptées, s'est maintenu en 1993.

18. L'essor de l'activité économique en 1993 s'explique aussi par l'augmentation de l'épargne nationale, par le gonflement des entrées de capitaux résultant en partie des importants différentiels de taux d'intérêt et par l'expansion des marchés financiers. Reflétant ces évolutions, le PIB, en termes réels, est monté de 4,3 % en 1992 à 6,9 % en 1993.

19. Le taux de croissance du PNB, qui tient compte du revenu net des facteurs en provenance de l'étranger, a fait un bond impressionnant en 1993, passant de 4,5 % à 7,6 %. Toujours en 1993, le PNB par habitant, aux prix courants du marché, est passé de 556 dollars des Etats-Unis en 1992 à 588 dollars en 1993.

20. La croissance rapide de la masse monétaire, conséquence d'une forte expansion du crédit intérieur et d'importants apports de capitaux en provenance de l'étranger, a provoqué une augmentation de l'inflation : celle-ci s'est chiffrée à 11,7 % en 1993, contre 11,4 % en 1992.

21. A la fin de 1993, la dette extérieure de Sri Lanka était estimée à 5 milliards 548 millions de droits de tirage spéciaux, soit une augmentation de 503 millions de droits de tirage spéciaux. Cette augmentation de la dette était attribuable, dans les mêmes proportions, au secteur public et au secteur privé.

22. Le taux de chômage, selon une étude réalisée par la Banque centrale en 1986/87, s'établit à 15 %.

II. STRUCTURE POLITIQUE GENERALE

23. Sri Lanka a accédé à l'indépendance politique en 1948, après près de 150 ans de domination britannique. L'année 1948 a vu la naissance d'une démocratie parlementaire inspirée du modèle britannique. La Constitution de 1948 était une version adaptée du système de Westminster.

24. Le pouvoir législatif y était détenu par le Parlement, qui comprenait le Roi, la Chambre des représentants et le Sénat.

25. Le pouvoir exécutif, détenu par le Roi (le monarque britannique), devait être exercé par le Gouverneur général; toutefois, comme ce dernier n'était que nominalement le chef de l'Etat, le pouvoir exécutif était en fait exercé par le Premier Ministre et par le Conseil des ministres, responsables devant la Chambre basse du Parlement.

26. La Constitution n'a pas créé de nouveau système judiciaire; toutefois, certaines dispositions ont été prises pour assurer l'indépendance et l'impartialité de la magistrature. La magistrature s'est attribué, entre autres fonctions, celle du contrôle juridictionnel des lois.

27. La Constitution, au paragraphe 2 de son article 29, protégeait les droits des minorités en interdisant toute législation discriminatoire à l'égard de toute communauté ou religion.

28. La Constitution adoptée à l'indépendance, en 1948, a été remplacée en 1972 par la première Constitution républicaine.

29. Le Gouverneur général (prévu par la Constitution de 1948) a été remplacé par un président, exerçant à peu près les mêmes fonctions. Il était nommé par le Premier Ministre et remplissait le rôle honorifique de chef de l'Etat. Ses pouvoirs étaient plus restreints que ceux de son prédécesseur.

30. Le pouvoir législatif était détenu par l'Assemblée nationale de l'Etat, composée d'une seule chambre dont les membres étaient ceux de la Chambre des représentants existante.

31. Le Premier Ministre était désigné par le Président, et devait pouvoir compter sur l'appui d'une majorité à la Chambre. Le contrôle constitutionnel des lois était retiré aux tribunaux. Toutefois, la Constitution prévoyait l'examen des projets de loi.

32. La Constitution comportait quelques innovations, notamment un chapitre consacré aux droits et libertés fondamentaux. Toutefois, peu après le changement de gouvernement intervenu en 1977, la première Constitution républicaine fut remplacée par la deuxième Constitution républicaine, qui instaurait un système présidentiel de gouvernement et une série de sauvegardes pour les droits individuels et les droits des minorités.

Le Président exécutif

33. En vertu de la Constitution de 1978, le chef du gouvernement est le Président exécutif, qui est élu par le peuple pour six ans, et ne peut être réélu qu'une fois. Le Président est le chef de l'Etat, le chef de l'exécutif et du gouvernement, et le commandant en chef des forces armées. Il peut déclarer la guerre et faire la paix, il nomme le Premier Ministre et tous les ministres qui siègent au Conseil, et leur attribue des portefeuilles.

34. Le Président et le Conseil des ministres sont collectivement responsables devant le Parlement. Toutefois, le Président reste en fonction même en cas de dissolution du Conseil des ministres. Le Président a le droit de désigner des secrétaires et, en consultation avec le Conseil des ministres, les autres fonctionnaires dont il peut avoir besoin pour l'aider dans l'exercice de ses pouvoirs et fonctions et dans l'accomplissement de ses devoirs; il fixe leurs conditions d'emploi.

35. Le Président peut soumettre à un référendum tout projet de loi portant sur toute question d'importance nationale (art. 85 et 86).

36. La charge de président devient vacante en cas de décès, ou s'il présente sa démission, est déchu de sa citoyenneté ou s'abstient volontairement d'assumer ses fonctions dans un délai d'un mois à partir de la date à laquelle il aurait dû les prendre, ou si la Cour suprême décide qu'il doit être démis de ses fonctions pour trahison, corruption ou faute grave, notamment (art. 38).

37. Le Président a toute latitude pour déterminer si la proclamation d'un état d'urgence est nécessaire. Toutefois, la Constitution prévoit le contrôle parlementaire de ses pouvoirs en la matière (art. 155, par. 1 et 4). La proclamation de l'état d'urgence cesse d'avoir effet après une période de 14 jours si elle n'est pas approuvée par le Parlement.

38. C'est essentiellement la séparation des pouvoirs - exécutif, législatif et judiciaire - qui garantit contre tout abus de pouvoir de la part du Président.

L'assemblée législative

39. La Constitution attribue le pouvoir législatif du peuple au Parlement, lequel se compose de représentants du peuple élus pour six ans. Le Parlement peut faire des lois, notamment des lois abrogeant ou modifiant la Constitution. Toutefois, certaines dispositions de la Constitution ne peuvent être abrogées ni modifiées qu'avec l'approbation du peuple, consulté par référendum.

40. Le Président peut convoquer, proroger ou dissoudre le Parlement. Toutefois, il ne peut dissoudre le Parlement moins d'un an après les élections générales les plus récentes.

Le pouvoir judiciaire

41. La Constitution dispose, dans son article 105, que les institutions chargées de l'administration de la justice qui protègent et font respecter les droits du peuple sont la Cour suprême, la cour d'appel, la Haute Cour et les autres tribunaux de première instance, tribunaux ou autres institutions que le Parlement peut créer de temps à autre. La Cour suprême et la cour d'appel sont des tribunaux supérieurs, dont les décisions font jurisprudence.

42. Les articles 107 à 117 de la Constitution contiennent des dispositions garantissant l'indépendance de la magistrature. Ils prévoient notamment que le Président de la Cour suprême, le Président de la cour d'appel et chacun des autres juges à la Cour suprême et à la cour d'appel sont nommés par le Président. Chacun de ces juges reste en fonction aussi longtemps qu'il fait preuve d'un "bon comportement"; il ne peut être révoqué que par décision du Président. Pareille décision ne peut être prise que sur la demande du Parlement, faite à la majorité de ses membres, et motivée par la faute grave ou l'incapacité prouvée et établie du juge en question.

III. CADRE JURIDIQUE GENERAL DE LA PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME

43. Le préambule de la Constitution de Sri Lanka assure à "tous les peuples la liberté, l'égalité, la justice, les droits de l'homme fondamentaux et l'indépendance de la magistrature, patrimoine inaliénable qui garantit la dignité et le bien-être des générations successives de la population de Sri Lanka et de tous les peuples du monde" qui luttent pour "établir et maintenir une société juste et libre".

44. Les articles 10 à 16 de la Constitution définissent les droits fondamentaux de la population et des citoyens de Sri Lanka dont la jouissance est protégée par la Constitution. La Constitution est structurée de manière à promouvoir et préserver les caractéristiques essentielles, universellement acceptées, de la démocratie. Presque tous les droits importants énumérés dans la Charte internationale des droits de l'homme sont repris dans la Constitution, au chapitre III intitulé "Droits fondamentaux".

Article 10 : Dispose que chacun a droit, à Sri Lanka, à la liberté de pensée, de conscience et de religion.

- Article 12 : Dispose que tous sont égaux devant la loi et ont droit à une égale protection de la loi.
- Article 12, paragraphe 3 : Dispose que nul ne peut être soumis à aucune interdiction, restriction ou condition en ce qui concerne l'accès aux magasins, restaurants publics, hôtels, lieux de spectacle publics ou lieux de culte de sa religion pour des motifs fondés sur la race, la religion, la langue, la caste ou le sexe.
- Article 14 : Garantit le droit à la liberté d'expression, qui comprend le droit de publication, le droit de réunion pacifique, la liberté d'association, le droit de fonder des syndicats et de s'affilier à des syndicats, le droit de manifester sa religion ou sa conviction par la pratique, l'enseignement, le culte ou l'accomplissement de rites, tant en public qu'en privé, le droit de promouvoir sa culture et sa langue, le droit d'exercer tout métier, profession, ou activité industrielle ou commerciale, le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à Sri Lanka, et le droit de revenir à Sri Lanka.

45. En vertu de la Constitution de Sri Lanka, la Cour suprême a seule compétence pour connaître et juger de toute question relative à la violation ou à la menace de violation, du fait d'une mesure prise par un organe de l'exécutif ou par une autorité administrative, d'un droit fondamental énoncé et reconnu par la Constitution (art. 17 et 126). De plus, si dans le cours d'une procédure, la cour d'appel, qui vient immédiatement après la Cour suprême dans la hiérarchie des tribunaux, estime que des droits fondamentaux ont été violés, elle est tenue de renvoyer immédiatement l'affaire devant la Cour suprême pour décision.

46. Quiconque estime que l'un de ses droits fondamentaux a été violé ou risque de l'être du fait d'une mesure prise par un organe de l'exécutif ou par une autorité administrative peut, dans un délai d'un mois, s'adresser directement ou par l'intermédiaire d'un avocat à la Cour suprême, pour faire recours contre cette violation et obtenir réparation. La Cour suprême est tenue de se saisir de l'affaire et de prendre une décision dans un délai de deux mois à dater de la présentation de la pétition, et elle est habilitée à accorder la réparation et à donner les instructions qu'elle jugera justes et équitables en la matière. La Cour considère qu'elle est investie d'une compétence très vaste en matière d'octroi de réparations.

47. La Constitution habilite aussi la cour d'appel à prendre des ordonnances d'habeas corpus, de mandamus, de quo warranto, de certiorari et de procedendo. Ces possibilités de recours contribuent considérablement à décourager tout abus ou mauvais usage qui pourrait être fait du pouvoir par l'Etat ou par ses agents.

Le Commissaire parlementaire pour les questions administratives

48. La Constitution de Sri Lanka dispose en outre que le Parlement doit instituer par une loi la charge de commissaire parlementaire pour les questions administratives (ombudsman), chargé d'enquêter et de faire rapport au sujet des plaintes ou allégations de violation de droits fondamentaux et autres injustices commises par des personnes agissant dans l'exercice de leurs fonctions officielles (fonctionnaires de l'Etat ou d'administrations publiques, d'administrations locales ou d'autres institutions de ce genre), conformément aux dispositions de cette loi,

49. La loi No 17, de 1981, crée la charge de commissaire parlementaire pour les questions administratives. En vertu des dispositions de cette loi, si la Commission parlementaire créée pour examiner les pétitions présentées par des membres du Parlement est d'avis qu'une pétition dont elle est saisie par un membre du Parlement révèle une violation d'un droit fondamental, ou une autre injustice commise par un fonctionnaire de l'Etat ou un fonctionnaire d'une administration publique, d'une administration locale ou d'une institution analogue, elle peut renvoyer cette pétition au Commissaire pour enquête et rapport.

50. En vertu de la loi No 17 de 1981 précitée, lorsqu'une pétition est présentée par la Commission parlementaire des pétitions publiques, le Commissaire parlementaire procède à une enquête et décide, d'après les résultats de cette enquête, s'il y a eu ou non violation d'un droit fondamental ou autre injustice. Le Commissaire adresse alors à la Commission des pétitions publiques un rapport dans lequel il fait connaître sa décision, avec un exposé des raisons qui l'ont motivée et une recommandation concernant la réparation appropriée. La Commission des pétitions publiques peut, après avoir examiné le rapport que lui a remis le Commissaire, adresser un rapport au Parlement pour donner son avis sur la décision à prendre sur la base du rapport du Commissaire.

51. En dehors de la Constitution elle-même, d'autres dispositifs viennent compléter la doctrine des droits fondamentaux.

52. La Commission pour l'élimination de la discrimination et la surveillance du respect des droits fondamentaux est chargée de travailler à l'élimination de toute discrimination illicite fondée sur la race, la religion, la langue, la caste, le sexe, les opinions politiques ou le lieu de naissance qui serait attribuable aux autorités gouvernementales ou locales ou à toute institution du secteur public, et de veiller au respect des droits fondamentaux. Elle est habilitée à passer en revue et étudier tous les aspects des droits fondamentaux, à enquêter sur toute plainte faisant état de discrimination pour parvenir à un règlement. Les moyens par lesquels elle s'efforce d'y parvenir sont essentiellement la médiation et la conciliation. Cette commission, ainsi que le Directeur des droits de l'homme désigné par le Président, qui exercent leurs activités depuis un peu plus de quatre ans, ont réussi, pendant cette période, à régler un grand nombre de plaintes pour discrimination. On est parvenu à la conclusion que la procédure qui se déroule devant la Commission est un moyen peu coûteux, souple et commode de donner suite à des plaintes. Lorsqu'un règlement se révèle impossible, la Commission peut déférer l'affaire au Président de Sri Lanka.

53. La loi No 17 de 1948 sur les commissions d'enquête prévoit la création de commissions d'enquête chargées d'étudier diverses questions. Des commissions présidentielles d'enquête ont été mises en place, en vertu de cette loi, chaque fois qu'il a été fait état d'importantes violations des droits de l'homme. Quelques exemples récents en sont cités ci-dessous.

a) Commission d'enquête chargée d'étudier les troubles interethniques survenus en août et septembre 1977. Cette commission a été chargée de faire la lumière sur les circonstances et les causes de ces troubles ainsi que sur les personnes qui y avaient participé, et de recommander des mesures propres à assurer, à l'avenir, la sécurité publique;

b) Commission sur la jeunesse. Cette commission a été chargée d'examiner les causes de mécontentement, d'agitation et de trouble parmi les jeunes, et de recommander des mesures propres à décourager ces attitudes ou conduites. Plusieurs des recommandations de la Commission sont en cours d'application;

c) Commission présidentielle sur l'enlèvement et la disparition involontaire de personnes. La Commission a été chargée d'enquêter sur les plaintes faisant état de l'enlèvement de personnes et de l'impossibilité de savoir où ces personnes se trouvaient. Elle était chargée de confirmer ou d'infirmer les affirmations en question, de déterminer le lieu où se trouvaient les personnes "disparues", ainsi que leur identité, de recommander les mesures à prendre à l'encontre des responsables, d'indiquer si les actes illicites qui avaient été commis s'expliquaient par des vices de l'actuelle législation relative à l'application des lois et de faire connaître les mesures correctrices à prendre pour empêcher le renouvellement de telles activités illicites. Cette commission siège toujours;

d) Commission présidentielle d'enquête chargée de faire la lumière sur l'incident au cours duquel les forces de sécurité avaient tiré sur des civils à Kokkadhicholai, dans le district de Batticaloa. La Commission a présenté son rapport au Président. Elle a estimé que les morts de civils n'étaient pas le résultat d'une action militaire, mais de la colère provoquée, chez certains soldats, par la mort de deux de leurs compagnons lors de l'explosion d'une mine. Le gouvernement a accepté de se conformer aux recommandations de la Commission : indemniser les familles des victimes, envisager de prendre des mesures disciplinaires à l'encontre des auteurs présumés et demander aux autorités militaires de donner clairement pour instruction aux soldats de s'abstenir de tout acte extramilitaire.

54. En juin 1994, le Conseil des ministres a approuvé la désignation de comités de surveillance des droits du citoyen (Citizen's Rights Watch Committees) chargés de faire un lien entre la population en général et la police. Plus spécifiquement, ces comités sont chargés :

a) de veiller aux intérêts des simples citoyens dans leurs démêlés avec la police;

b) d'exercer un effet modérateur à l'encontre des excès de la police;

c) de favoriser une plus grande cordialité dans les relations entre la police et la population, laquelle sera ainsi plus encline à coopérer avec ceux qui sont chargés d'appliquer la loi.

55. Ces comités seront mis en place dans tous les commissariats de police. Leurs membres seront choisis parmi les habitants de bonne réputation, respectés par la communauté. Chaque comité se composera de 5 membres au minimum et de 15 membres au maximum, tous volontaires, qui exerceront leur mandat pendant trois ans.

56. Ces comités auront pour fonctions et responsabilités de recevoir les doléances de la population, faisant état de lacunes, de retards et d'impropriétés dans l'action de la police, ou les plaintes déposées auprès de la police, et de jouer le rôle de médiateur entre les simples citoyens et les autorités de police locales, afin qu'une suite satisfaisante soit donnée aux doléances présentées.

57. L'Equipe spéciale de défense des droits de l'homme (Human Rights Task Force) est une institution indépendante, chargée de protéger les droits des détenus et de tous ceux qui se trouvent en détention sans avoir fait l'objet d'une décision judiciaire. Le mandat de cette équipe spéciale est de compléter et d'étayer les efforts des autres organisations qui s'intéressent, d'un point de vue humanitaire, aux personnes placées en détention. Elle fournit des services juridiques aux détenus et veille à ce que leurs avocats et leurs proches puissent leur rendre les visites prévues. Les détenus peuvent s'adresser à la Cour suprême pour contrôler la légalité de leur détention.

58. L'Equipe spéciale peut rendre visite, à l'improviste, à toutes les personnes qui se trouvent en détention, sans aucune restriction.

59. Certains membres des forces armées et des forces de police sont spécifiquement chargés d'informer rapidement l'Equipe spéciale de défense des droits de l'homme de toute arrestation à laquelle il est procédé. Les particuliers peuvent obtenir, à partir d'une base de données informatisée, des renseignements concernant toute personne détenue.

60. Le Conseil des ministres a approuvé l'élaboration du projet de loi portant création d'une commission des droits de l'homme, chargée notamment : d'enquêter sur les plaintes faisant état de violations des droits fondamentaux et de régler les différends par la médiation et la conciliation; de mettre au point tous programmes et d'élaborer tous plans en faveur des droits de l'homme et libertés fondamentales des minorités et des groupes défavorisés, et de donner des avis - à des particuliers ou à des organismes gouvernementaux et non gouvernementaux - concernant l'incorporation des normes relatives aux droits de l'homme à toute législation, réglementation ou code de pratique administrative, ou à tout autre document ou code.

61. Dans le domaine du règlement des différends, la Commission sera habilitée à enquêter sur toute affirmation faisant état de la violation ou de la menace de violation, résultant d'une action des autorités publiques, de droits

fondamentaux, et ce de sa propre initiative ou sur plainte émanant de la personne lésée ou d'un groupe de personnes s'attachant, de bonne foi, à la protection des droits de l'homme.

62. Une disposition permettra à la Cour suprême de renvoyer devant la Commission, si elle le juge approprié, toute plainte faisant état d'une violation des droits fondamentaux et, réciproquement, habilitant la Commission à renvoyer devant la Cour suprême les plaintes faisant état d'affirmations graves.

63. La Commission du droit sri-lankais étudie actuellement la législation en vigueur et les amendements ou les nouvelles lois qui pourraient être adoptés pour harmoniser le système juridique du pays avec les normes internationales en matière de droits de l'homme. Cette commission est chargée de poursuivre l'étude des règles de fond et de procédure en vue d'assurer leur développement systématique et leur réforme, de veiller à la codification du droit, à la suppression des anomalies, à l'abrogation des textes tombés en désuétude et inutiles et, d'une manière générale, de travailler à simplifier et moderniser le droit. Il incombe également à la Commission d'étudier constamment l'exercice, par des organes autres que le Parlement, du pouvoir d'adopter des textes réglementaires, et de veiller à ce qu'ils soient conformes aux principes établis et à la légalité. Dans le cadre de son programme de travail, la Commission examine les moyens de faire respecter les droits fondamentaux de l'homme. Elle étudie aussi les possibilités de compléter la législation actuelle pour tenir compte de l'adhésion de Sri Lanka aux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme.

64. Le Gouvernement sri-lankais a donné aux organisations internationales de défense des droits de l'homme comme Amnesty International de nombreuses occasions de venir à Sri Lanka pour évaluer la mesure dans laquelle les droits de l'homme y sont respectés. De hauts fonctionnaires de pays comme les Etats-Unis d'Amérique, le Canada et le Royaume-Uni sont aussi venus à Sri Lanka dans le même dessein. Le Comité international de la Croix-Rouge a été autorisé à intervenir dans le nord et dans l'est du pays, ainsi que dans d'autres régions de troubles civils. Récemment, enfin, Sri Lanka a permis à des équipes de parlementaires du Commonwealth de suivre la conduite d'élections présidentielles, législatives et régionales.

IV. INFORMATION ET PUBLICITE

65. La Fondation de Sri Lanka a été créée par décret pour protéger les droits de l'homme, promouvoir la compréhension et la coopération internationales ainsi que le respect universel des droits de l'homme et libertés fondamentales de tous, sans distinction.

66. Le Centre pour les droits de l'homme de la Fondation de Sri Lanka participe directement à l'éducation relative aux droits de l'homme et à la diffusion d'informations en la matière. Dès 1983, conjointement avec l'Institut pédagogique national, le Centre a introduit des notions relatives aux droits de l'homme dans les programmes scolaires. Les accords et pactes internationaux sont au nombre des textes de référence utilisés pour cet enseignement. Outre le programme d'enseignement proprement dit, le Centre a également entrepris de présenter le projet relatif aux droits de l'homme

du Conseil mondial d'éducation à un certain nombre d'établissements d'enseignement, spécialement retenus, de Sri Lanka. Ce programme vise à renforcer la prise de conscience des droits de l'homme parmi les écoliers.

67. Au titre de son programme intitulé "La justice sociale par la culture juridique", le Centre pour les droits de l'homme de la Fondation de Sri Lanka organise des séminaires destinés à des adultes - paysans, ouvriers, groupes de femmes et membres de conseils locaux - traitant des aspects juridiques - de fond et de procédure - des problèmes auxquels ces éléments de la population doivent faire face dans leur vie quotidienne. A l'occasion, ce centre a également organisé, à l'intention des forces armées, des séminaires portant sur la nécessité de respecter les normes relatives aux droits de l'homme. Lors d'un séminaire qui s'est déroulé en avril 1987, sur le thème "Les organismes chargés de l'application des lois et leur rôle dans la mise en oeuvre de la Charte internationale des droits de l'homme", le Centre pour les droits de l'homme de la Fondation de Sri Lanka s'est donné pour but d'évaluer la mesure dans laquelle la Déclaration universelle des droits de l'homme et les deux Pactes relatifs aux droits de l'homme sont respectés par les organismes d'Etat dans leur tâche quotidienne. Il s'est également donné pour but de faire connaître aux responsables et professionnels de l'application des lois les tendances actuelles en matière de pratiques internationales relatives aux droits de l'homme.

68. Pour commémorer la Conférence mondiale sur les droits de l'homme qui s'est déroulée à Vienne en 1993, le Centre a publié, dans les trois langues de Sri Lanka, un recueil des instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme. Ce recueil constituera un guide utile, auquel il sera facile de se référer. Un projet visant à promouvoir les droits de l'homme par l'intermédiaire des moyens de communication électroniques est aussi en cours.

69. En dehors de l'Etat, un certain nombre d'organisations non gouvernementales consacrent des efforts à promouvoir, dans la population dans son ensemble et parmi les autorités appropriées, une prise de conscience des normes internationales relatives aux droits de l'homme.

70. Le Centre d'information des Nations Unies, à Sri Lanka, assure la diffusion de toutes les informations ayant trait aux Nations Unies. Il a notamment à charge de maintenir d'étroites relations avec le gouvernement, les ministères, les établissements de recherche et les hauts fonctionnaires, et de répondre aux différents besoins d'informations relatives à l'ONU. Ce centre d'information aide aussi la presse écrite et parlée à produire des articles ou émissions concernant l'ONU. Il travaille en étroite coopération avec le système d'enseignement auquel il fournit des documents susceptibles d'être utilisés dans l'enseignement concernant le système des Nations Unies. Il organise aussi des séminaires et des ateliers à l'intention des enseignants et des élèves. Il possède une bibliothèque de référence où l'on peut se procurer les documents officiels de l'ONU. Cette bibliothèque est ouverte au public comme aux chercheurs.

71. L'Association de Sri Lanka pour les Nations Unies a publié des versions tamoule et cinghalaise de la Charte des Nations Unies, que l'on est en train de diffuser auprès de toutes les bibliothèques publiques et scolaires ainsi que des universités et des bibliothèques d'institutions.

72. Le Comité international de la Croix-Rouge à Sri Lanka organise, à l'intention des forces armées, des conférences portant sur le droit humanitaire international et le droit de la guerre.

73. Le Centre pour l'étude des droits de l'homme de l'Université de Colombo, qui fonctionne depuis octobre 1991, travaille, en étroite coopération avec les organisations non gouvernementales locales et internationales et avec les établissements éducatifs, à concevoir et à faciliter l'éducation et la recherche en matière de droits de l'homme. A l'heure actuelle, il s'emploie à traduire les documents importants relatifs aux droits de l'homme en cinghalais et en tamoul, l'essentiel de la documentation n'étant disponible qu'en anglais. Le projet pilote relatif à l'éducation des forces armées et des forces de police en matière de droits de l'homme, mis en route par ce centre, vise à sensibiliser les personnels intéressés aux questions de droits de l'homme. Enfin, le même centre a mis en route le projet de vulgarisation en matière de droits de l'homme destiné à la communauté, conçu de manière à promouvoir les droits de l'homme en intégrant les questions de droits de l'homme aux modes de pensée des participants.
